

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Concertation citoyenne sur le dépistage organisé des cancers du sein

OUI à l'évolution, NON à la déconstruction du programme !

Paris, le 27 octobre 2016 - Début octobre, l'INCa a rendu public le rapport de la Concertation citoyenne sur le dépistage du cancer du sein et a adressé des propositions issues de ce travail à Mme Marisol Touraine, ministre de la Santé. Ce document fournit les éléments du débat et porte un regard différent sur le dispositif. Il fait une analyse poussée de la controverse sur l'utilité du dépistage par mammographie. Il souligne les écueils et les insuffisances de l'information donnée aux femmes pour leur permettre de faire un choix éclairé sur leur participation au programme.

Le Comité d'orientation a retenu deux scénarii en fin de rapport, le premier étant l'arrêt du programme de dépistage organisé, le second, retenu par l'INCa, étant **la refondation et le déploiement d'un programme plus personnalisé**. En pratique, le premier scénario laisserait persister le dépistage individuel à l'initiative de chaque femme concernée, sans aucune recommandation scientifique.

Certains points font déjà consensus

Fournir une information plus claire et plus objective aux femmes sur les effets indésirables de la réalisation d'une mammographie de dépistage et sur son impact, réaffirmer la place du médecin traitant dans le dispositif ; renforcer le recueil des données et leur évaluation pour un pilotage médical et médico-économique optimisé, développer des études scientifiques sur le potentiel évolutif des cancers dépistés pour mieux adapter les traitements à leur profil.

D'autres sont en suspens et ne pourront être applicables que sur le long terme

- **Demander à l'ensemble des médecins traitants** de s'investir encore plus dans la communication, d'évaluer le risque personnel et de participer à l'évaluation de cette nouvelle démarche dans un contexte général de pénurie et de désert médical, apparaît pour le moins difficile. Rappelons que la demande de création d'une consultation dédiée à la prévention existe depuis plus de 20 ans et n'a jamais été acceptée par l'Assurance Maladie. De plus, ces nouvelles modalités louables ne permettraient pas de mieux dépister *de facto* les populations situées « à distance du système de soins ».
- **Nous pouvons douter** de la disponibilité des ressources nécessaires dans les structures de gestion de dépistage actuellement en profonde restructuration régionale et, pour bon nombre d'entre elles, en difficulté financière.
- **Les outils sur l'évaluation personnelle du risque de cancer** ne sont actuellement pas validés pour la population générale et les études scientifiques de validation, si elles étaient lancées très rapidement, ne donneraient des résultats applicables en pratique quotidienne que dans une dizaine d'années.

Il convient dès maintenant de **donner une information « claire et loyale » aux femmes sur le calendrier de cette « refondation »**. **Que proposer** aux 2,5 millions de femmes susceptibles de se faire dépister chaque année **en attendant la mise en place effective de ces nouvelles dispositions ?** Il est essentiel de communiquer sur l'absence d'alternative à court terme au dépistage mammographique de qualité proposé en France (ce point n'a pas été remis en cause dans le rapport) et sur l'impossibilité technique d'offrir aujourd'hui à chaque femme un dépistage personnalisé en fonction de son risque.

Ne cédon pas aux caricatures, ne diabolisons pas le dépistage et continuons à travailler pour rendre le dépistage actuel plus efficace. Douze ans après la généralisation du programme à l'échelle nationale, **ce dispositif doit logiquement évoluer**. Veillons tous ensemble à ce que cette marche en avant soit équilibrée.

Contact presse

Rose Piquante Consulting - Sophie BAUMONT - Portable : 06 27 74 74 49

Sophie.baumont@gmail.com